

## Buisson: « Macron, c'est la troisième mi-temps du mandat Sarkozy »

**Ex-conseiller de Nicolas Sarkozy, Patrick Buisson analyse la nouvelle donne politique, les erreurs de Macron et le retour en grâce de Marine Le Pen. Sans oublier Marion Maréchal et Jean-Luc Mélenchon...**

Il a souri. C'était léger, mais suffisamment rare pour être souligné. Lui, l'homme de l'ombre, si discret, si sérieux, si austère, a esquissé un rictus d'étonnement. Il nous a demandé confirmation: « *Est-ce bien... ?* » Après deux heures d'une discussion dense et exigeante sur l'état de la politique française en général et de l'extrême droite en particulier, Patrick Buisson nous a raccompagnés vers la sortie

d'un grand hôtel parisien. Puis il a vu Alexandre Benalla, affalé sur une banquette, donnant, faraud, une miniconférence à un auditoire conquis, le jour où sortait son livre (voir le n° 2463 du Point). Deux âmes damnées de présidents de la République au même endroit, au même moment. Cocasse. Après avoir annoncé qu'Emmanuel Macron risquait gros, que Marine Le Pen se relevait, que ■■■

### Quand la gauche veut licencier ses détracteurs

PAR SÉBASTIEN LE FOL

On peut juger déplacée la sortie d'Alain Finkielkraut l'autre soir sur LCI. Interrompant, excédé, Caroline De Haas, qui lui reprochait sa position indulgente dans l'affaire Roman Polanski – une façon de « banaliser la réalité du viol », selon elle –, le philosophe a lancé: « *Violez, violez! Voilà, je dis aux hommes: violez les femmes! D'ailleurs, je viole la mienne tous les soirs...* » La phrase de Finkielkraut était tellement outrancière qu'il parlait à l'évidence au second degré. Ce style de pirouette sémantique est de plus en plus mal toléré sur les tatamis médiatiques, comme l'a montré Didier Pourquery dans son délicieux livre « En finir avec l'ironie? » (Robert Laffont).

Pour preuve, plusieurs milliers de signataires d'une pétition l'accusent de « faire l'apologie du viol ». Selon eux, ses déclarations ne relèvent pas d'une opinion qu'il conviendrait de contredire avec des arguments, mais d'un « délit » passible, rappellent-ils, de « cinq ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende ». L'accusation ainsi formulée, ils prononcent leur sentence: « *Retrait d'Alain Finkielkraut de nos ondes.* » Un comble pour ceux qui d'habitude dénoncent les licenciements « abusifs » et la violence du capitalisme. Il en est ainsi de l'évolution du débat d'idées dans notre pays. Première étape: criminalisation des idées qui ne sont pas les nôtres.

En cas de persistance du mal, obstruction des débats où elles pourraient s'exprimer. Si malgré les barricades elles demeurent dans le cerveau malade de quelques esseulés, il suffit de leur couper les vivres à défaut de la tête. Voilà donc l'argument ultime des nouveaux censeurs. Vous n'êtes pas d'accord avec moi? Je ne chercherai même pas à vous contredire. Je vais m'employer à vous faire perdre votre boulot. Sans entretien préalable. Le droit social? Pas pour mes ennemis. Travailleurs de tous les pays, unissez-vous contre ces nouveaux exploiters à la susceptibilité épidermique! Souvenons-nous de la phrase du révolutionnaire Proudhon: « *Ironie, vraie liberté* » ■

■■■ Les Républicains n'existaient plus et que Jean-Luc Mélenchon finirait seul, Patrick Buisson a remis son chapeau et annoncé que ça allait «*mal finir*» pour l'ex-chargé de mission de l'Élysée, pourtant jugé «*malin*». Cette fois, il n'a pas souri ■

**Le Point: La politique française est-elle enfermée dans un duel entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron ?**

**Patrick Buisson:** Une élection présidentielle, c'est la construction d'un agenda politique appuyée par une vaste ingénierie de formatage de l'opinion qui s'apparente à du concassage mental. Il s'agit de transformer le scénario souhaité par une minorité en scénario souhaitable au regard du plus grand nombre. Le duel Macron-Le Pen était jusqu'ici le scénario souhaité parce qu'on l'estimait sans risques, fussent les médias souffrir d'une narration sans suspens et dépourvue de dramaturgie. Sauf qu'aujourd'hui, et à la surprise quasi générale, l'hypothèse d'une victoire de Marine Le Pen ne peut plus être exclue. La dernière enquête de l'Ifop lui accorde 45 % des intentions de vote, alors qu'aucune étude ne l'avait donnée à plus de 41 % dans l'entre-deux-tours de 2017. Rappelons que Macron l'a emporté avec un écart de plus de 10 millions de voix et de 32 points. Si l'on en croit l'Ifop, l'écart ne serait plus que de 10 points, soit, à niveau équivalent de suffrages exprimés, un peu plus de 3 millions de voix. Pour annuler cet avantage, il faudrait un déplacement d'un million et demi de suffrages. Autrement dit, une minuscule à l'échelle de la géomorphologie électorale.

**Marine Le Pen est encore loin du compte...**

Il faut inclure l'effet de seuil, qui est d'ordre psychologique. A 40 %, la candidature Le Pen n'intéresse personne, à 45 %, elle suscite des interrogations, à 47 %, elle mettrait en mouvement l'immense armée des ambitieux et des habiles, des carriéristes et des opportunistes. Et c'est là que tout devient possible.

**Selon vous, Marine Le Pen a-t-elle les capacités d'être élue ?**

Force est de constater que les obstacles objectifs à l'élection de Marine Le Pen sont désormais largement exogènes. Il y a, d'une part, les menaces que ferait peser cette élection sur la paix civile, la crainte de mouvements de rue, plus d'ailleurs du côté de l'extrême gauche que de la communauté musulmane, et, d'autre part, l'interrogation persistante sur les ressources politiques et humaines nécessaires à l'exercice du pouvoir.

**L'émergence d'une autre personnalité est-elle envisageable ?**

Quand on compare le potentiel idéologique du RN, qui rassemble deux Français sur trois sur les questions de la sécu-

rité, de l'immigration, de l'attitude à l'égard de l'islam ou encore sur ce qu'on appelle plus généralement les valeurs, et son point de culmination électoral, qui n'a jusqu'ici jamais dépassé un tiers des votants, on se dit que le patronyme Le Pen n'est sans doute pas étranger à cette distorsion. Un candidat, ou une candidate, non issu du RN mais soutenu par lui ne se heurterait pas au même plafond de verre. Il aurait, à n'en pas douter, toutes les chances de battre Macron en 2022.

**Marion Maréchal est aujourd'hui hors jeu. Comment avez-vous perçu la Convention de la droite ?**

Comme un contre-sens doublé d'un contre-temps. La politique n'est pas un jamboree, donc n'est pas une affaire de boy-scouts. Mme Maréchal est en train d'apprendre à ses dépens qu'on ne conserve dans la durée une surface médiatique que si celle-ci est gagée par une encaisse électorale. Bref, pour faire de la politique, il faut se présenter aux élections et ne pas confondre engagement civique et tournée de promotion.

**Pourtant, vous avez été l'un des plus fervents défenseurs de l'union des droites. Désormais, vous prônez une stratégie populiste. L'entourage de Marion Maréchal a dit que vous faisiez du Philippot avec dix ans de retard...**

Eux font du Buisson avec trente ans de retard ! J'ai longtemps plaidé pour une union des droites à l'époque où les droites étaient miscibles et électoralement majoritaires. Tout cela a changé et il faut beaucoup de paresse intellectuelle pour ne pas s'en être aperçu. La convergence entre conservatisme, libéralisme et populisme est devenue aussi impensable qu'impossible. L'union des droites est une condition nécessaire mais nullement suffisante pour servir d'axe stratégique à une reconquête du pouvoir. En y faisant arbitrairement entrer la totalité de l'électorat RN, les droites n'ont recueilli, lors des dernières élections européennes, que 36 % des suffrages, soit moins d'un Français sur cinq si on se rapporte à l'ensemble du corps électoral. Au premier tour de la présidentielle de 1995, les droites, de Balladur à Le Pen, rassemblaient près de 60 % des votants. Par ailleurs, la mouvance autour de Marion Maréchal aurait été bien avisée de méditer cette loi intangible de la gravitation politique qui veut que toute tentative émanant du lepénisme – et il y en a déjà eu un certain nombre – pour établir des passerelles avec la droite de gouvernement s'achève toujours à la droite de l'extrême droite. Comme s'il y avait une pente fatale du frontisme au maréchalisme.

**Pour Emmanuelle Mignon, que vous avez bien connue lorsque vous étiez tous deux conseillers de Nicolas Sarkozy, désormais, la droite, c'est Macron.**

Elle a entièrement raison. Après avoir digéré la gauche post-sociale en 2017, Macron s'est mis habilement en situation d'absorber la droite post-nationale. En invitant la droite

« La politique n'est pas une affaire de boy-scouts.  
Mme Maréchal est en train de l'apprendre à ses dépens... »



*Buisson un jour, buisson toujours...*

à renoncer aux combats sociétaux d'arrière-garde, à vivre en quelque sorte avec son temps, Emmanuelle Mignon surmonte l'incohérence idéologique qu'il y avait à vouloir faire cohabiter libéralisme et conservatisme. Pour elle comme pour tous les libéraux conséquents, le libéralisme est un fait total, ce qui veut dire totalement insécable.

#### **L'avenir des Républicains est-il compromis ?**

Les droites qui ont gardé ou reconquis le pouvoir n'ont pu le faire qu'au prix d'une véritable révolution culturelle. Elles ont cessé de se comporter en syndic des classes favorisées pour se faire les défenseuses des catégories populaires. Trump a été élu par la Rust Belt et les ouvriers des régions industrielles sinistrées. Boris Johnson, en se faisant le héraut du Brexit, a refondé les bases sociologiques des torys. Sarkozy aurait pu être, en France, l'homme de cette révolution. Ce fut, au contraire, le formidable gâchis que l'on sait. Le drame de Sarkozy est de croire que les idées sont un costume de location qu'il suffit d'enfiler le jour du vote et dont on peut se défaire sans dommages dès le lendemain.

#### **Que pensez-vous de l'entretien de Macron à « Valeurs actuelles », journal que vous avez dirigé ?**

C'est un coup perdant-perdant des deux côtés. A l'Elysée,

quand les choses vont mal, il y a toujours un conseiller pour proposer au président d'aller jouer les coucous dans le nid des adversaires ou supposés tels. C'est généralement le plus bête et le moins créatif. Résultat : on irrite son propre électorat sans convaincre celui qu'on cherche à séduire. Je crois que ce faux entretien non assumé, puisque présenté sous forme de confidences, aura entraîné plus d'abstentions et de bulletins nuls chez les électeurs de gauche dans le cas d'un duel Macron-Le Pen qu'il n'aura suscité d'adhésions à droite.

#### **Le discours du président sur l'immigration est-il convaincant ?**

En matière d'immigration, Macron s'inscrit dans la continuité de tous les présidents de droite de la V<sup>e</sup> depuis Giscard. Ce qu'il fait ne relève pas de la politique de l'oxymore, mais de la schizophrénie. Un mélange de propos incantatoires et d'actes contradictoires. Vouloir réguler l'immigration économique quarante-cinq ans après que Giscard a annoncé qu'il allait la tarir ne donne pas vraiment confiance dans la capacité des politiques à contrôler le destin de la France et des Français. Enfin, il est absurde de poser le problème en ces termes lorsque le taux de chômage de ■■■

■■■ la population immigrée atteint 24 %. On a parlé depuis la rentrée d'un passage à l'acte II du quinquennat Macron. Moi, j'y vois plutôt la troisième mi-temps du mandat Sarkozy.

**Pour vous, existe-t-il un mimétisme ?**

C'est frappant. Dans les mots, d'abord. Sarkozy se réclamait d'une politique « juste » et « ferme » à propos de l'immigration. Macron se veut « humain » et « impitoyable ». Dans la méthode, ensuite. Pour traiter cette question sensible, Sarkozy n'avait rien trouvé de mieux que d'organiser un grand débat national. Je lui avais dit à l'époque qu'il était le président en exercice, qu'il avait été élu pour agir, pas pour organiser des débats. Macron s'est largement inspiré de la formule, mais comme technique de défausse et en excluant l'immigration du champ du débat. Les deux hommes se révèlent être des adeptes de la même construction performative selon laquelle parler, c'est agir, dire, c'est faire ou du moins faire croire...

**Avez-vous approuvé le discours d'Eric Zemmour à la Convention de la droite ?**

L'amitié que j'ai pour Eric Zemmour n'empêche pas les désaccords. Son discours m'a paru hors sujet tant son propos sur l'islam éclipsait tout le reste. Or la question politique centrale n'est pas celle de l'islam, mais celle de l'immigration, qui est source d'insécurité et d'anomie. Pour maîtriser l'islam, il faut inverser les flux migratoires. L'Etat français pourra être d'autant plus libéral et tolérant envers l'islam que les musulmans seront moins nombreux. Soit le contraire de ce qu'ont fait les politiques en facilitant les vagues migratoires et qui veulent aujourd'hui interdire aux immigrés qu'ils ont fait venir d'être ce qu'ils sont, régler leurs pratiques et réformer leurs mœurs. Essentialiser l'islam comme le mal absolu, c'est relativiser la responsabilité des politiques qui, depuis quarante ans, ont rivalisé de lâcheté, d'impuissance ou de complicité sur la question de l'immigration. Chaque période de dérégulation a été suivie, dans notre histoire, d'une demande d'ordre et de reprise en main. Veillons à ce que l'islam ne soit pas le mieux placé pour y répondre.

**Comment jugez-vous l'évolution de Jean-Luc Mélenchon sur ces questions et sa participation à la manifestation contre l'« islamophobie » ?**

Mélenchon a fait le choix du grand remplacement. Il a choisi de faire l'impasse sur environ la moitié de sa base électorale, qui ne partage pas son point de vue sur l'islam, au profit du vote musulman. Ayant perdu la bataille des populismes avec Marine Le Pen, il se repositionne en leader de la gauche multiculturaliste. C'est faire vœu de minorité. Cela n'a plus rien à voir avec le socialiste patriote que j'ai connu et que j'ai beaucoup aidé au temps où j'étais conseiller de Sarkozy à l'Élysée. La troisième candidature à la présidence de la République est parfois la bonne, elle peut être aussi cataclysmique. Demandez à Bayrou ! ■ PROPOS RECUEILLIS PAR FLORENT BARRACO ET HUGO DOMENACH

# Pascal Perrineau

## Société éruptive et pratique disruptive du pouvoir : le politologue porte un diagnostic sur les soubresauts de notre société.

Il est toujours passionnant de suivre les décryptages de Pascal Perrineau. Ce spécialiste de la sociologie électorale a été pendant plus de vingt ans le directeur du Centre de recherches politiques (Cevipof) de Sciences politiques dont il est l'un des piliers. L'homme porte un regard aigu, guisé, de l'intérieur mais distant et sans œillères, sur l'évolution de notre système politique et sait transmettre ses observations de façon didactique, ce qui fait de lui l'un de nos meilleurs analystes de la chose publique. Il fut l'une des cinq personnalités choisies pour garantir l'indépendance du grand débat national lancé entre janvier et mars 2019 par le président de la République et le gouvernement afin de sortir de la crise des gilets jaunes. Depuis ce poste privilégié, et avec le recul de l'historien, il a publié ce livre « *disruption politique* » en cours, dont le titre est décrypté et alarmiste, « Le grand écart. Chronique d'une démocratie fragmentée » (Plon). Pour le politologue, nous vivons une phase de bouleversement démocratique, liée à la conjonction de trois moments politiques : la crise des gilets jaunes, qui impose la démocratie directe, le grand débat, qui innove en matière de démocratie participative et les élections européennes, qui rebattent les cartes de la démocratie représentative. Comment articuler ces trois phénomènes pour sauver un régime en danger ? Pascal Perrineau livre ici la primeur de son analyse ■

**Le Point: Un an après le début du mouvement des gilets jaunes, les leçons ont-elles été tirées ?**

**Pascal Perrineau:** Les revendications ne sont pas nouvelles. Elles sont même inscrites dans notre histoire depuis des siècles. Mais ce mouvement social est original plus d'un titre. On a affaire à une polyphonie d'acteurs : des retraités, des patrons de PME, des artisans, des ouvriers, des chômeurs. La plupart n'avaient jamais pris la parole. Ces hommes et ces femmes – beaucoup de femmes seules avec enfants – se rassemblent autour du refus et même de la haine de la représentation, par principe : tout élu trahit.

Face à un tel mouvement hétéroclite, les leçons n'ont été que partiellement tirées par les pouvoirs. Le gouvernement a apporté des réponses : 13 milliards d'euros ont été distribués dès le mois de décembre 2018, on a retenu la taxe sur le carburant et le fioul, on a pris des mesures sur les petites retraites, ouvert le référendum, mis en place